



Hommage à nos camarades décédés pendant le Covid 19 (du 17 mars au 11 mai)

Extrait de l'introduction faite lors du Conseil départemental du 8 juillet 2020

"Cher.e.s camarades,

Je suis heureuse que notre Conseil départemental, après plusieurs mois d'interruption et de confinement, puisse se tenir à nouveau. C'est un moment démocratique de notre parti qui reprend ses droits.

Avant de rentrer dans le vif du sujet, je veux que nous ayons une pensée commune pour toutes les victimes de la pandémie. Le pays, comme bien d'autres sur la planète, vient de traverser une période douloureuse, marquée par de très nombreuses pertes de vies humaines.

Oui, pendant des semaines, des millions de femmes et d'hommes ont craint pour leur vie et celle de leurs proches.

Il est de ces choses qui ne s'oublient pas, et qui marqueront leur vie à jamais.

C'est aussi parce que nous sommes communistes que nous ne les oublions pas.

Et à ce titre, je vous demande de bien vouloir procéder à une minute de silence en mémoire de tous nos camarades qui sont décédés du covid 19



Joël Lefebvre - 69 ans
Section Nemours



Olivier Copin - 50 ans
Section Roissy en Brie

AGENDA

- **Jeu**di 20 Août (en préparation)
– Vente fruits légumes solidaires
- **Mardi 25 Août - 15h à la FD**
– Exécutif élargi à la commission élection
– suivi à 18h30 du
– Rendez-vous "bon de soutien"
- **Samedi 29 Août rentrée politique**
– Journée université d'été à Malo les Bains
- **5 et 6 Septembre CN**
– Sur l'emploi



Gilles Guimet - 81 ans
Section Mitry-Mory



Marcel Mallah - 71 ans
Section Rozay en Brie



Robert Bohm - 92 ans
Section Agglomelunaise

Ci-dessus nos camarades décédés pendant la période de la pandémie et pour qui nous n'avons malheureusement pas pu accompagner lors de leurs obsèques.

La fédération de Seine et Marne tient à réaffirmer ses très sincères condoléances et tout son soutien à la famille, ami.e.s et aux camarades des sections concernées.

La Fête de l' Humanité aura lieu autrement

Cher.e camarade,

Comme tu le sais, au regard du contexte sanitaire, la Fête de l'Humanité aura lieu autrement cette année.

Elle se tiendra dans un format nouveau les 11-12-13 septembre avec des initiatives culturelles, de grands débats, des actes de solidarité internationale, des prises de parole d'acteurs et d'actrices des mouvements sociaux, citoyens et culturels, en divers lieux de la région parisienne et au-delà, relayés sur une plateforme numérique dédiée.

Nous t'informerons dès que possible de la façon dont les organisations du parti peuvent participer à cette édition inédite. D'ores et déjà, afin de couvrir les frais déjà engagés et en soutien à l'Humanité, le journal lance un bon de soutien au prix de 25 euros, dont 5 euros seront reversés au Secours populaire.

Pour diffuser ce bon de soutien, une carte postale – bon de soutien servira de support et sera imprimée dans les tous prochains jours. En lien avec l'Humanité.

Elle sera sûrement livrée et à disposition à la fédération **après le 15 août**.

Mais d'ores et déjà, n'hésites pas à transmettre le bon de soutien virtuel le plus largement possible sur ton secteur grâce au lien internet ci-dessous.



L'implication de toutes les sections sera décisive pour la diffusion de ce bon de soutien auprès des militant.e.s et de tous les citoyennes et citoyens attachés à la Fête de l'Humanité.

Nous t'invitons le **mardi 25 août** à partir de 18h30 à la fédération pour notre traditionnel rendez-vous de l'été.

Nous ferons le point sur la diffusion du bon de soutien suivi d'un échange sur les prochaines échéances électorales à venir en mars 2021 : Régionales et Départementales.

Nous discuterons sur la proposition votée lors du dernier Conseil national. Cette proposition « Construisons la France en Commun » va nous permettre de nourrir les débats et les mobilisations populaires à venir, *dont tu trouveras le PDF joint*.

Merci de me faire part des initiatives que tu envisages de faire pour contribuer à la diffusion du bon de soutien cet été.

Te souhaitant un bel été,

Fraternellement,

Sylvie Fuchs

RECEVEZ CHEZ VOUS VOS BONS DE SOUTIEN À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Nom/Prénom

Adresse

Code postal Ville

Tél. Mail

Je souhaite recevoir bon(s) de soutien x 25 € = € (sans avantage)

En solidarité, je verse 50 €, 75 €, 100 €, Plus.

Veuillez bien compléter ce bon, toutes les informations sont nécessaires.

5 € SPONTANÉMENT REVERSÉS AU SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS POUR SOUTIENIR LES ACTES DE SOLIDARITÉ ENVERS LES ENFANTS

RETROUVEZ-NOUS SUR FÊTE.HUMANITE.FR

https://www.humanite.fr/sites/default/files/files/documents/bon_de_soutien_fete_de_lhumanite.pdf

UNIVERSITE ETE 2020



La pandémie a montré le désastre de décennies de politiques libérales s'attaquant aux services publics comme aux capacités productives de la France. Elle a mis en pleine lumière les cruelles limites d'un mode de production fondé sur la seule quête du profit de quelques-uns. Au-delà, elle a balayé les certitudes, chamboulé la géographie du possible et de l'impossible.

Le grand souffle antiraciste du printemps a pu surprendre, tout comme plusieurs campagnes communistes aux municipales.

À l'inverse, d'une perspective de nouvelle contre-réforme des retraites aux licenciements nombreux en passant par les chantages au chômage, des mauvais coups se préparent.

Tout appelle à prendre le temps de penser ensemble pour construire une intervention communiste efficace et lucide.

C'est ce à quoi invite la Journée d'été des communistes, à **Malo-les-Bains**, le **samedi 29 août**. Au bord de la mer du Nord, les communistes font leur rentrée avec débats, rencontres et prise de parole de Fabien Roussel, secrétaire national du PCF.

Modalités :

Les inscriptions sont ouvertes sur le site https://www.pcf.fr/journee_dete_2020 jusqu'au 21 août.

Cela se fait en 2 temps : remplir un court formulaire indiqué à cette adresse puis remplir le formulaire plus complet envoyé par mail après la première étape.

Le mandat est de 90 € comprend la participation à tous les ateliers de la Journée d'été ainsi que les repas.

Pour celles et ceux qui souhaiteraient dormir sur place, il peuvent se rapprocher de l'équipe d'organisation afin qu'ils leur indiquent des solutions d'hébergement. universite-ete@pcf.fr

Le programme de la journée vous sera envoyé dans les prochains jours et sera disponible en ligne.

Pétition - Pertes de recettes des transports IDF

**Ce n'est pas aux usagers de payer
mais à l'État,**

Financement des transports publics franciliens : l'État doit assurer ses responsabilités !

P E T I T I O N : A S I G N E R et à faire signer

En raison des pertes de recettes dues à la crise sanitaire, le trou dans les caisses d'Île-de-France Mobilité (IDFM), l'autorité organisatrice des transports publics franciliens, s'élève déjà à 2,6 milliards d'euros pour 2020.

Le 8 juillet, Ile-de-France Mobilités se déclare en cessation de paiements. Elle ne peut plus payer les opérateurs de transports dont la RATP et la SNCF. **Nos transports publics sont donc en péril.**

L'urgence est réelle. Il faut sauver les transports du quotidien en Île-de-France.

Ils sont le quotidien pour 5 millions de Franciliennes et de Franciliens. Ils sont à la fois écologiques, populaires et indispensables.

Pour combler les pertes de recettes, il est hors de question de reporter les investissements pour la rénovation et la modernisation du réseau ou d'annuler l'achat de nouvelles rames.

Il est aussi hors de question d'augmenter le prix du passe Navigo de 20€ par mois pour les cinq prochaines années. Ce n'est pas aux Franciliennes et aux Franciliens de payer le prix de la crise sanitaire.

Nous refusons une telle « taxe covid » payée par les usagers. Ce serait inacceptable à l'heure où la priorité doit être donnée à la relance économique du pays et que des efforts sont quotidiennement demandés aux Français.

Depuis des semaines, élus municipaux, départementaux, régionaux, associations d'usagers alertent. Ensemble, ils disent que c'est à l'État de compenser intégralement les pertes de recettes d'Ile-de-France mobilités. C'est la seule solution acceptable et viable.

L'État a été capable de financer des plans de sauvegarde pour le secteur privé comme pour l'automobile et l'aéronautique, il a le devoir de le faire pour les transports publics. Cela a été fait dans de nombreux autres pays confrontés à la même situation. Les 425

millions promis par l'État ne sont clairement pas à la hauteur de l'enjeu et en rien ils ne permettent de sauver les transports franciliens.

C'est pourquoi, aux côtés des associations d'usagers, les présidentes et les présidents de tous les groupes politiques ainsi que l'ensemble des élus du conseil régional d'Île-de-France, au-delà de tous les clivages politiques, en appellent à la mobilisation des usagers des transports publics et des Franciliennes et Franciliens afin que l'État prenne la mesure du péril pour nos transports publics.

L'État doit, dès à présent, entamer un dialogue avec la Région et Île-de-France Mobilités afin de mettre en place un plan de sauvegarde des transports publics franciliens. Cela passe par une compensation intégrale des pertes de recettes dues à la crise sanitaire.

Les signataires :

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France et d'Île-de-France Mobilités,

L'ensemble des Présidentes et des Présidents des groupes politiques du Conseil régional d'Île-de-France,

Les associations d'usagers suivantes :

FNAUT-IDF

Plus de trains

SADUR RER D

COURB – RER B en vallée de Chevreuse

Circule - RER C

RER D Val de Seine

ABC du RER A - branche Cergy

ADURERA - branche Saint Germain en Laye

ADUTEC - Transports en commun en Seine-Saint-Denis

CARRRO - RER B branche Robinson

CDU- Rive droite de la Seine - lignes L, A et J

AUT Paris - Meaux – Crécy (ligne P)

Association des usagers de l'ouest francilien

Vignette du respect (lignes RER B, RER C, RER D)

Association des Usagers Révoltés de la ligne J



JE SIGNE LA PÉTITION

<https://www.change.org/p/pertes-de-recettes-pour-les-transports-idf-ce-n-est-pas-aux-usagers-de-payer-mais->

“ Construisons la France en commun ” Formons une union populaire agissante

Les Francilien.ne.s ont besoin d'une alternative à la droite régionale. Bâtir une Ile-de-France solidaire, écologique et sociale.

Constitution d'un intergroupe commun aux groupes régionaux de la gauche et des écologistes (Ensemble l'Ile-de-France, Alternative Écologiste et Sociale, Front de gauche et Écologistes et Progressistes),

En 2021, l'Ile-de-France peut tourner la page Valérie Pécresse.

C'est notre souhait commun mais c'est surtout une possibilité réelle. Tout est possible ! A condition de tracer un chemin et d'y cheminer ensemble, dès maintenant, avec les Francilien.ne.s.

Le bilan des cinq années de Valérie Pécresse est un échec.

La « révolution » des transports tant promise est en panne. Le soutien régional aux lycées et aux lycéen.ne.s s'est concentré sur quelques territoires avec une part belle faite au privé et à l'autonomie en lieu et place d'une défense de l'école publique et de l'égalité de tou.te.s pour l'accès à une éducation de qualité. La lutte contre le réchauffement climatique et la défense de l'environnement en sont restées aux vœux pieux et à la communication. Le soutien régional à la construction de logements a fondu alors que c'est le poste de dépense qui pèse le plus dans le budget des Francilien.ne.s et que beaucoup sont mal logés. Les fractures territoriales n'ont cessé de s'accroître, nourries par les choix de la droite régionale favorisant l'austérité et le laissez-faire. Par ses désengagements, la région n'a pas été au rendez-vous des attentes de ses habitant.e.s. Par ses renoncements, elle a abandonné les territoires.

A 9 mois des prochaines élections régionales, nous sommes convaincus qu'une alternative est non seulement nécessaire, mais aussi possible en Ile-de-France.

Les Francilien.ne.s méritent que leur Région soit à leurs côtés, qu'elle améliore leurs vies et transforme leur quotidien. Notre Région doit agir réellement pour protéger ses habitant.e.s face aux crises sociale, environnementale et économique. Notre Région doit s'adapter pour que l'on puisse continuer à y vivre correctement malgré les risques épidémiques et climatiques.

Dans l'opposition à la région, nous avons relayé ensemble les besoins exprimés par nos concitoyen.ne.s et défendu, pied à pied, nos exigences écologiques et sociales. Pour répondre aux besoins en logement et réduire la précarité dans nos quartiers, pour un développement respectueux de l'impératif environnemental et soutenable, pour soutenir et non abandonner les acteurs associatifs et culturels, pour un aménagement du territoire rééquilibré et au service des Francilien.ne.s.

Aujourd'hui, au lendemain des élections municipales et alors que l'Exécutif régional vient d'être remanié, nous souhaitons renforcer nos combats communs pour créer les conditions d'une alternative politique à la droite francilienne.

C'est le sens de la constitution d'un intergroupe regroupant nos quatre groupes politiques.

Cette initiative nous permettra de fédérer nos énergies et de contribuer à l'émergence d'une dynamique pour changer le visage de l'Ile-de-France à partir du printemps prochain. Elle est la réponse nécessaire au désordre social provoqué par la droite et à la menace de l'extrême droite.

En commun pour l'Ile-de-France, forts des enseignements des victoires municipales, dans le respect de nos diversités qui sont une force, nous voulons construire une Ile-de-France sociale, écologiste et démocratique pour les Francilien.ne.s.



100 ans d'avenir

La crise du Covid-19 oblige bien sûr les communistes à reporter les événements prévus pour le centenaire.

À l'échelle nationale, nous préparons un nouveau calendrier concentré sur le deuxième semestre 2020 (expositions, initiative internationaliste, débats...). Cependant, tout cela reste encore sujet à de nouveaux changements en fonction de l'évolution de l'épidémie.

Sur le fond, la pandémie donne hélas une forte actualité à l'enjeu communiste. De ce point de vue, le centenaire, par les initiatives que les communistes organiseront, est une occasion importante pour traiter avec sérieux et perspective de ce « monde d'après ».

D'ores et déjà, le numéro spécial de Cause commune est disponible à la fédération au prix de 15 euros.

Pour ce qui est des trois livres, nous vous invitons à procéder en précommande, en prévente, auprès des acheteurs potentiels, militants, amis, avec une vision large de prospection dans notre entourage, réseau, contacts, sollicitations des publics intéressés par les « 100 ans d'avenir » du PCF.

Cause commune, n°14-15, janvier 2020, 192 pages. DISPONIBLE
Historiens de toutes générations mais aussi témoins sont rassemblés pour présenter « cent ans d'histoire » et même un peu davantage...
15 € + (1€ frais de port).

Commandes à adresser à : Cause commune 2, place du Colonel Fabien 75019 Paris : avec des chèques à l'ordre de : l'Association Paul-Langevin.

Abonnements :

<https://www.causecommune-larevue.fr/abonnement-choix>

100 ans d'histoire de France et du PCF sur les murs Helvétius, 196 pages, 22X29 cm. Catalogue de l'exposition d'affiches organisée par la Fondation Gabriel-Péri. Préface d'Alain Obadia ; postface de Fabien Roussel. PRECOMMANDE DISPONIBLE. Sortie : été 2020.

Il existe deux versions du catalogue de la grande exposition d'affiches communistes qui va se tenir à l'espace Niemeyer.

La première reproduit les affiches (toutes en quadrichromie), les présente et propose un parcours à travers un siècle de combats communistes 24 €.

La seconde, en partenariat avec Ciné-Archives et en tirage limité, y adjoint 2 DVD pour 3 heures de films. 35 €.

Commandes via :

<https://editionshelvetius.com/> (aucun frais de port).



quelques exemplaires en vente à la fédération 15€



SANOFI à Croissy-Beaubourg



Fabien Roussel,
Secrétaire national du PCF
Député

“Lettre ouverte”

Aux salarié.e.s de Sanofi

Madame, Monsieur,

Nous tenons à vous faire part de tout notre soutien face au plan de suppression d’emplois annoncé par votre direction.

Et vous dire que d’autres choix sont possibles.

Il ne doit pas y avoir de plan de restructuration :

Quand tous les ans des milliards d’euros sont versés aux actionnaires :

3,9 milliards d’euros en 2019, soit l’équivalent en un an de 40 années de téléthon ;

Quand Sanofi touche tous les ans 120 à 130 millions d’euros d’aides publiques sous forme d’exonérations sociales (CICE) ou du Crédit Impôt Recherche (1,5 milliards € sur 10 ans) ;

Quand le président de la République appelle à relocaliser les activités industrielles et qu’il débloque 200 millions d’euros dont une bonne partie pour Sanofi.

Se désengager de 200 médicaments sur 300 produits, dont certains d’intérêt thérapeutique majeur, au motif que leur chiffre d’affaires serait trop faible, comme l’annonce la direction de Sanofi, est non seulement inacceptable mais aussi contraire aux impératifs sanitaires auxquels un groupe pharmaceutique de cette envergure se doit de répondre.

Nous sommes nombreux à dire que la santé n’est pas une marchandise.

Grâce à votre travail, de l’ouvrier à l’ingénieur, du technicien au cadre, Sanofi affiche des résultats florissants.

Cet argent doit être investi dans la recherche, dans la formation, dans les salaires, dans la relocalisation d’activités telles que la production de principes actifs, la formulation pharmaceutique et la distribution de médicaments.

Ce serait bon pour l’entreprise et bon pour notre nation.

Vos compétences, vos savoir-faire, vos travaux de recherche sont indispensables à la souveraineté sanitaire de notre pays. En supprimant à nouveau plus de 1000

emplois en France, en fragilisant son siège, en externalisant les services support indispensables, en fermant un nouveau centre de recherche, votre direction porterait ainsi un coup très rude à toute l’industrie pharmaceutique nationale.

Voilà pourquoi tout doit être mis en oeuvre par le gouvernement pour empêcher un tel gâchis. Il doit refuser un plan social en contradiction flagrante avec les derniers résultats rendus publics : 9 milliards de chiffre d’affaires au premier trimestre, en hausse de 6,9%.

Mais l’Etat doit aussi s’engager davantage pour garantir un développement vertueux de votre entreprise, premier groupe pharmaceutique européen. Plusieurs leviers existent pour cela.

Le Parti communiste et ses parlementaires proposent ainsi de conditionner les aides publiques au maintien et à la relocalisation des emplois.

Ils souhaitent également donner plus de pouvoir aux salarié.e.s, et libérer les entreprises du poids des banques et des marchés financiers.

Enfin, nous plaçons pour la création d’un pôle public du médicament, en faisant entrer l’État dans le capital des entreprises stratégiques comme Sanofi. Vous pouvez compter sur le soutien sans faille des communistes pour refuser la feuille de route inacceptable et même honteuse présentée par Sanofi et démontrer que d’autres choix sont possibles.

